



Regroupement étudiant franco-ontarien

## **L'Université de l'Ontario français comme projet d'avenir !**

*Posititon du Conseil d'administration du RÉFO 2012-2013*

La question de la mise sur pied d'une université de langue française est une réelle priorité pour les étudiant.e.s de l'Ontario français. À la lumière du succès de nos 12 conseils scolaires francophones et deux collèges francophones pour lesquels nous avons obtenu la gouvernance au cours des années 1990, le temps est venu de songer ensemble aux façons de remettre aux francophones ce à quoi ils ont droit, c'est-à-dire une autonomie complète dans la gestion de leurs programmes universitaires par l'entremise d'une université de langue française qui sera gérée par et pour les Franco-Ontarien.ne.s.

En tant qu'étudiant.e.s, nous sommes les premier.ère.s à connaître les limites de nos institutions bilingues pour répondre à nos besoins et à nos aspirations. La mise sur pied d'une université francophone autonome en Ontario constitue la suite logique des droits de gouvernance déjà reconnus à la minorité francophone de cette province. Il s'agit par ailleurs d'une revendication de longue date qui remonte aux années 1940, quand Joseph Raoul Hurtubise, député fédéral de Nipissing, demanda la création d'une université de langue française dans le Nord de l'Ontario<sup>1</sup>, une revendication portée et défendue à maintes reprises à travers les années par plusieurs intellectuels comme Gaëtan Gervais et Jean-Charles Cachon, de même que par de nombreux organismes communautaires comme l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), Direction jeunesse (DJ), la Société des universitaires de langue française de l'Ontario (SULFO), la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et plus récemment par le Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO). D'ailleurs, deux rapports publiés en 2012-2013 tendent vers la mise sur pied d'une université pour les Franco-Ontarien.ne.s dans le Sud de la province<sup>2</sup>.

Le gouvernement libéral de David Peterson a contribué de façon importante à l'avancée du dossier postsecondaire en Ontario français, en créant La Cité collégiale, le premier collège francophone de l'Ontario en 1989. En 1990, le gouvernement néodémocrate de Bob Rae avait promis la création d'une université de langue française, mais n'a pas donné suite à cette promesse électorale pendant son seul mandat. Ce sont là deux gouvernements qui reconnaissaient la légitimité de cette aspiration des Franco-Ontarien.ne.s d'accéder à une autonomie dans le domaine postsecondaire. Mais depuis lors, le projet de ces deux gouvernements n'a malheureusement pas connu de suite. La question n'est toutefois pas disparue du discours communautaire. Depuis bientôt cinq ans, le RÉFO réfléchit à cette question et l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO), lors de sa dernière assemblée annuelle, a adopté unanimement une résolution pour appuyer la mise sur pied d'un « plan d'action pour la gouvernance et l'autonomie dans le domaine universitaire, qui mènera à la mise sur pied d'une université de langue française qui sera à l'image des aspirations de notre communauté »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> GERVAIS, Gaëtan. 1985. « L'enseignement supérieur en Ontario français (1848-1965) », article publié dans la *Revue du Nouvel-Ontario*, numéro 7, p. 40.

<sup>2</sup> Voir BOILEAU, François. 2012. « L'état de l'éducation postsecondaire en langue française dans le Centre-Sud-Ouest de l'Ontario : Pas d'avenir sans accès », 2013. Rapport publié par le Commissariat aux services en français de l'Ontario, et « Bâtir l'avenir », rapport publié par le Comité d'experts en matière d'éducation postsecondaire en langue française dans les régions du Centre et du Sud-Ouest de l'Ontario.

<sup>3</sup> Résolution adoptée par les délégué.e.s de la 7<sup>e</sup> Assemblée générale annuelle de l'AFO, le 16 septembre 2012 à London (Ontario).



Regroupement étudiant franco-ontarien

Les justifications pour la mise sur pied d'une université de langue française en Ontario sont nombreuses. D'abord, il y a le fait reconnu par plusieurs que les institutions bilingues existantes ne répondent pas toujours aux besoins et aux aspirations des Franco-Ontarien.ne.s. Que ce soient le défi de l'offre de programmes complets et de qualité en français dans tous les domaines, l'offre de services en français à la minorité étudiante francophone, les limites à la vie culturelle en français sur les campus bilingues, les rencontres départementales et administratives se déroulant exclusivement en anglais, les espaces étudiants peu accueillants au français, l'assimilation des étudiant.e.s à la langue de la majorité ou la minorisation des francophones dans les instances décisionnelles, les obstacles linguistiques des francophones dans les campus bilingues sont nombreux, et ce, mêmes sur les campus qui ont un mandat clair vis-à-vis la minorité linguistique.

Outre ces réalités auxquelles se butent depuis de nombreuses années les étudiant.e.s universitaires franco-ontarien.ne.s, les raisons d'accorder une autonomie aux francophones de l'Ontario dans le domaine universitaire se justifient dans le poids démographique de cette population. Avec près de 600 000 francophones et un total de 1,43 millions d'Ontariens capables de s'exprimer en français, l'Ontario a la plus importante population francophone hors Québec, un bassin amplement suffisant pour justifier la création d'institutions postsecondaires francophones autonomes. Le succès remarquable de nos deux collèges francophones depuis leur création en témoigne. Cette année, le Collège Boréal et La Cité collégiale ont compté la plus importante hausse d'inscriptions parmi tous les collèges de la province<sup>4</sup>, un signe que ces institutions sont viables et représentent une force vive pour tous les Ontarien.ne.s. D'autre part, il est important de se rappeler que les autres communautés linguistiques nationales en situation minoritaire ont, dans plusieurs cas, accès à des institutions universitaires pleinement autonomes. Pensons notamment aux plus de 250 000 Acadien.ne.s qui bénéficient depuis de nombreuses années de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick et de l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse, ou des près de 600 000 Anglo-Québécois, qui sont très fiers de leurs trois universités de langue anglaise, McGill, Concordia et Bishop's.

D'autre part, dans le contexte où l'Ontario a jugé souhaitable d'accorder des chartes universitaires indépendantes à des collèges dans des communautés moins peuplées que la communauté franco-ontarienne, pensons notamment aux universités d'Algoma et de Nipissing, qui ont reçu leur indépendance avec environ mille étudiants au départ, le RÉFO croit que les francophones de l'Ontario méritent une autonomie semblable au niveau universitaire. Si les Franco-Ontarien(ne) possèdent déjà une gouvernance autonome au sein de leurs conseils scolaires et deux collèges francophones, la création d'une institution universitaire de langue française demeure le dernier élément nécessaire pour accéder à une complétude institutionnelle en éducation franco-ontarienne, une étape nécessaire à l'épanouissement, à la pérennité et au rayonnement de la communauté franco-ontarienne dans l'avenir, de même que pour l'ensemble de notre province et pays.

---

<sup>4</sup> « Hausse record des confirmations d'inscription au Collège Boréal », Communiqué de presse publié par le Collège Boréal le 29 août 2012, <http://www.collegeboreal.ca/nouvelles/details/hausse-record-des-confirmations-dinscription-au-college-boreal/> et ORFALI, Philippe. « Les inscriptions en hausse cet automne », article publié dans *Le Droit*, le 31 août 2012.



Regroupement étudiant franco-ontarien

Le temps est venu de mettre sur pied les bases d'un nouveau projet collectif qui permettra d'élargir et rassembler les espaces éducatifs francophones dans cette province. La communauté franco-ontarienne détient tous les talents et compétences nécessaires pour gérer ses programmes universitaires indépendamment. Pour lancer la réflexion, le RÉFO propose de tenir dès l'automne 2013, des États généraux sur l'éducation postsecondaire en Ontario français, qui rassembleront tous les acteurs de la communauté francophone de l'Ontario, jeunes et aîné.e.s, étudiant.e.s et professeur.e.s., parents et membres de la communauté, afin que nous puissions ensemble discuter des importants progrès que nous avons faits en éducation postsecondaire franco-ontarienne depuis les deux dernières décennies, tout en dressant un plan d'action pour les étapes à franchir pour l'avenir, notamment par rapport à la mise sur pied d'une université franco-ontarienne. L'Université de l'Ontario français : un projet essentiel pour notre avenir collectif. Joignez-vous à nous pour la construire !